

Le Brexit, une menace surfaite?



ÉTIENNE DE CALLATAY

Chief Economist Orcadia Asset Management

De menace absolue avant le référendum et dans les heures qui ont suivi, le Brexit semble avoir été rapidement relégué au rang de «non-événement», du moins à en juger tant par les indicateurs de conjoncture que par les marchés. Ainsi, dans son récent exercice de prévision économique, publié début octobre, le Fonds Monétaire International a revu son attente de croissance pour le Royaume-Uni d'à peine 0,2 point de pourcentage à la baisse pour 2017 et même de 0,1 point de pourcentage à la hausse pour 2016. Le Brexit serait donc sans impact économique significatif, du moins à court terme.

Douce insouciance

Comment expliquer ce qui ressemble à une douce insouciance économique et financière face au spectre du Brexit? Différentes explications viennent à l'esprit. La première est que les agents économiques ont une dose de myopie. Le Brexit ne sera pas une réalité en 2017. Bien sûr, cela ne signifie pas que les anticipations sont sans importance sur les décisions économiques, de consommation comme d'investissement.

La deuxième est que les agents économiques ont aussi une dose de «résilience», leur permettant d'absorber un choc, fut-il significatif. Bien sûr, cela ne signifie pas plus qu'aucun choc ne les fasse tituber. Il suffit ici de songer à la récession de 2009 à la suite de la Grande Crise Financière.

La troisième est que les développements politiques et institutionnels n'exercent pas nécessairement une influence économique à la mesure de l'attention que nous leur portons.

En appui de cette idée vient la bonne tenue relative de l'économie belge durant les fameux 541 jours sans gouvernement fédéral. En même temps, il est difficile de s'ima-

giner que les multiples hypothèses que fait planer le Brexit, jusque sur la pérennité de l'Union européenne, soient sans effet sur l'état d'esprit des Européens et donc leur comportement.

La quatrième explication est que le coût économique des entraves au commerce international, ce qui serait le dommage économique direct le plus net du Brexit, est moindre que ce que les défenseurs du libre-échange laissent entendre. Songeons ici aux très modestes gains de croissance – on parle de 0,5 point de PIB en cumulé à un horizon de 15 ans, autant dire des cacahuètes – attendus de la signature du TTIP.

La cinquième est que les effets du référendum ont été amortis par des mesures de politique économique. La Banque d'Angleterre a assoupli sa stratégie monétaire et le gouvernement a infléchi l'orientation budgétaire et fiscale.

La sixième, enfin, tient en cet amortisseur puissant que constitue un taux de change flexible, et l'on a vu la chute de la livre sterling jouer ce rôle avec efficacité. Voilà qui est un joli pied de nez pour l'euro et ses pères spirituels.

En effet, l'euro a privé les États concernés de cette flexibilité, avec les résultats catastrophiques que l'on a pu observer en Grèce et dans d'autres pays de l'Union monétaire. En bannissant la dévaluation monétaire, et faute d'autres mécanismes de stabilisation, l'on a de facto imposé la dévaluation interne comme unique stratégie face à des chocs asymétriques.

La faiblesse des effets instantanés du Brexit ne doit pas occulter l'ampleur de l'enjeu pour l'Europe, à savoir pas moins celui de la pérennité de l'Union européenne. Le référendum du 23 juin dernier n'est pas à la racine de cette menace mais il en est le révélateur et, peut-être, l'accélérateur.



Comment expliquer ce qui ressemble à une douce insouciance économique et financière face au spectre du Brexit? © AFP

Peser sur les urnes

L'une ou l'autre consultation populaire sur le maintien dans l'Union est à anticiper, en Italie, en France ou ailleurs. Chercher à peser sur les urnes avec un scénario catastrophe en cas de retrait est une stratégie encore moins viable maintenant que le Royaume-Uni semble ne pas vraiment trop souffrir.

Négocier durement avec les Anglais les termes de la séparation n'est pas non plus une option réaliste. Face à un Royaume-Uni uni dans ses demandes, nous aurons une Europe désunie, aux intérêts commerciaux et politiques divergents, soumise à des lobbies nationaux qui voudront que l'on se montre «gentil».

Quand on observe les efforts du gouvernement français pour sauver le site d'Alstom à Belfort, on imagine sans difficulté le pouvoir de chantage dont dispose tel ou tel industriel auquel déplairait une attitude dure de l'Europe face à Albion.

Défaut de pédagogie

Par défaut de pédagogie, l'opinion publique européenne ne demande pas plus d'Europe, malgré que ce soit nécessaire dans des domaines comme l'environnement, la sécurité, les migrations ou l'énergie, et, faute d'un encadrement adéquat, elle en demande moins sous la forme d'une limitation de la libre circulation des personnes.

La stratégie la plus réaliste, à défaut d'être enthousiasmante, est alors de négocier un accord avec les Anglais qui nous préserve de la course vers le bas en matière sociale et fiscale et serve la cause de la concurrence tout en concédant une limitation de la liberté de mouvement des travailleurs.

Selon Jacques Delors, avec son image de la bicyclette, l'Europe était condamnée si elle n'avancait pas. Aujourd'hui, la survie peut passer par un recul. C'est le prix à payer pour avoir oublié d'investir dans l'adhésion populaire.

Face à un Royaume-Uni uni dans ses demandes, nous aurons une Europe désunie, aux intérêts commerciaux et politiques divergents, soumise à des lobbies nationaux qui voudront que l'on se montre «gentil».